

LDLC.COM
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Au capital de 1.034.527,32 Euros
Siège social : 112 Chemin du Moulin Carron, ParcMail 69130 Ecully
403 554 181 RCS LYON

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.451-1-2 III DU CODE
MONETAIRE ET FINANCIER ET DE L'ARTICLE 222-4 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AMF**

Conformément aux dispositions des articles L.451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons établi le présent rapport.

I. ATTESTATION DU RESPONSABLE

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Olivier VILLEMONTÉ DE LA CLERGERIE
Directeur Général

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

RESULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE AU 30 SEPTEMBRE 2010

La situation comptable semestrielle consolidée au 30 septembre 2010, ainsi que les données comparatives au 30 septembre 2009 (12 mois) et 31 mars 2010 (6 mois) sont établies selon les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS. Toute information complémentaire est donnée dans les annexes comptables.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2010 intègrent les résultats de la société LDLC.COM ainsi que les résultats des sociétés HARDWARE.FR, TEXTORM, DLP-CONNECT, PLUGSQUARE et ANIKOP, et par mise en équivalence, de la société FACTORY ELEVEN et de la société ORICHALK.COM.

Au 30 septembre 2010, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 71.998 K€, contre 61.774 K€, au premier semestre de l'exercice précédent, soit une progression de 16,55 %.

Le résultat opérationnel consolidé est bénéficiaire pour s'élever à 488 K€, contre une perte de (996) K€ au 30 septembre 2009.

Le résultat avant impôts enregistré un bénéfice de 384 K€, contre une perte de (1.004) K€ au 30 septembre 2009.

En conséquence, le résultat net consolidé (part du groupe) est bénéficiaire et ressort à 150 K€ au 30 septembre 2010, contre une perte consolidée (part du groupe) de (721) K€ au 30 septembre 2009.

Concernant la Société LDLC.COM, son chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 s'élève à 71 666 K€, contre 61.262 K€ au premier semestre de l'exercice précédent.

Son résultat d'exploitation au 30 septembre 2010 est bénéficiaire pour s'élever à 764 K€, contre un résultat d'exploitation déficitaire de (570) K€ au 30 septembre 2009.

Son résultat net au 30 septembre 2010 enregistre un bénéfice de 2 875 K€, contre un résultat net déficitaire de (213) K€ l'exercice précédent.

ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

Durant le premier semestre de l'exercice le groupe a pu profiter pleinement des efforts réalisés sur l'exercice précédent :

Les économies générées ont permis de redéployer une stratégie de communication auprès de client potentiels (publicité presse papier, sponsoring e-sport...) ;

Le niveau de stock abaissé a positionné le groupe en situation idéale pour profiter des évolutions technologiques avec toute la réactivité nécessaire a une période de rebond économique ;

Les pistes de diversifications poursuivent leur accélération notamment avec Maginea qui affiche une croissance de 400 % sur le semestre.

PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Il n'existe aucune transaction entre parties liées ayant eu lieu durant les six premiers mois de l'exercice en cours et ayant influé significativement sur la situation financière ou les résultats de la Société et du Groupe.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

En application de l'article 222-6 du Règlement Général de l'AMF, il n'existe pas, à notre connaissance, d'évènements importants survenus entre le 1^{er} avril 2010 et le 30 septembre 2010 (1^{er} semestre de l'exercice en cours) et/ou susceptibles d'avoir une incidence sur les comptes semestriels.

PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS A VENIR

Sur la période a venir, le groupe n'identifie pas de risque particulier hormis l'évolution du marché économique global.

II. LES COMPTES CONDENSES CONSOLIDES AU TITRE DU SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2010

Annexé ci-dessous

**III. LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONDENSES AU 30
SEPTEMBRE 2010**

Annexé ci-dessous

Fait le 29 novembre 2010
A Ecully.

Pour le directoire



Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie

1 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 SEPTEMBRE 2010

1.1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Actif

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Note	Au		
		30/09/2010	30/09/2009	31/03/2010
Ecart d'acquisition	(3.1)	268	0	268
Autres immobilisations incorporelles	(3.2)	30	19	21
Immobilisations corporelles	(3.3)	3 121	3 228	3 192
Immobilisations financières	(3.4)	656	705	819
Impôts différés	(3.8)	1 190	1 710	1 298
Actifs non courants		5 266	5 663	5 599
Stocks	(3.5)	17 982	14 985	13 893
Clients et autres débiteurs	(3.6)	5 555	4 537	5 225
Autres créances	(3.7)	6 469	5 714	7 351
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3.9)	2 101	1 866	1 689
Actifs courants		32 107	27 102	28 158
Total de l'actif		37 373	32 764	33 757

Passif

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Note	Au		
		30/09/2010	30/09/2009	31/03/2010
Total des capitaux propres revenant aux actionnaires		10 145	10 005	11 056
Intérêts minoritaires		0	0	0
Total des capitaux propres		10 145	10 005	11 056
Emprunts à + d'un an	(3.11)	342	6	429
Impôts différés		26	0	30
Provisions pour risques et charges	(3.10)	269	249	291
Passifs non courants		637	255	750
Emprunts et autres financements courants	(3.11)	4 950	5 264	4 422
Provisions pour risques et charges	(3.10)	502	423	457
Fournisseurs et autres créanciers		14 564	10 984	11 234
Autres dettes	(3.12)	6 576	5 833	5 838
Passifs courants		26 591	22 505	21 951
Total du passif		37 373	32 764	33 757

1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Note	Au		
		30/09/2010	30/09/2009	31/03/2010
Chiffre d'affaires	(4.1)	71 998	61 774	148 207
Autres produits		35	28	82
Achats consommés		(60 638)	(52 398)	(125 422)
Marge brute		11 395	9 404	22 867
Autres achats charges externes		(4 131)	(3 916)	(9 034)
Impôts et taxes		(516)	(592)	(1 195)
Charges de personnel	(4.2)	(5 727)	(5 433)	(11 539)
Dot. & Rep. aux amortissements et provisions	(4.3)	(511)	(416)	(723)
Autres charges et produits		(17)	(43)	(51)
Résultat opérationnel courant		493	(995)	325
Autres charges et produits opérationnels		(5)	(1)	199
Résultat opérationnel		488	(996)	525
Coût de l'endettement financier net	(4.4)	(43)	(52)	(94)
Autres charges et produits financiers	(4.4)	(62)	65	(55)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(4.4)	0	(21)	(22)
Résultat avant impôt sur le résultat		384	(1 004)	354
Impôt	(4.5)	(233)	254	(56)
Résultat des sociétés intégrées		150	(750)	298
Résultat après IS des activités cédées		0	30	30
Résultat net de l'exercice	(A)	150	(721)	328
Ecarts de conversion		0	0	0
Ajust. de valeur des actifs disponibles à la vente		0	0	0
Gains (pertes) de cessions sur actions propres		1	13	7
Impôt		(0)	(4)	(2)
Ajustements de valeurs	(B)	1	9	5
Résultat net global	(A+B)	151	(712)	332
Revenant :				
- aux actionnaires de la Société		150	(721)	328
- aux intérêts minoritaires		0	0	0
Résultats par action : Résultat revenant aux actionnaires de la Société (en euros par action)				
- résultat net par action		0,03	(0,13)	0,06
- résultat net dilué par action		0,03	(0,13)	0,06

1.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Capital et réserves liées	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Ajust. de valeur	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minorit.	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2009	4 821	(90)	6 006	(29)	10 708	32	10 740
Résultat net global au 31 mars 2010			328	5	332		332
Annulation d'actions propres		(5)			(5)		(5)
Opérations sur instruments financiers				21	21		21
Réserves des minoritaires					0	(32)	(32)
Capitaux propres au 31 mars 2010	4 821	(95)	6 334	(4)	11 056	(0)	11 056
Résultat au 30 septembre 2010			150	1	151		151
Variation de périmètre			(3)		(3)		(3)
Dividend. Att./ex. clos au 31 mars 2010	(1 070)				(1 070)		(1 070)
Annulation d'actions propres		11			11		11
Capitaux propres au 30 septembre 2010	3 751	(85)	6 482	(3)	10 145	(0)	10 145

1.4 INSTRUMENTS DILUTIFS

✓ Répartition du capital au 30 septembre 2010

Actionnaires	% détention	Nombre d'actions
Laurent de la CLERGERIE	25,75%	1 377 383
Caroline de la CLERGERIE	12,34%	660 000
Olivier de la CLERGERIE	12,17%	651 000
Raphaël MARLIER	8,53%	456 365
Jean-François ORTH	5,96%	318 619
Suzanne de la CLERGERIE	5,18%	276 993
Divers Public	30,08%	1 608 764
Total	100%	5 349 124

	Nombre d'actions	Titres auto détenus	Nombre d'options
Total au 31 mars 2009	5 349 124	34 111	0
Rachats d'actions (cessions)		(1 956)	
Total au 31 mars 2010	5 349 124	32 155	0
Rachats d'actions		(3 384)	
Total au 30 septembre 2010	5 349 124	28 771	0

1.5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	Au		
	30/09/2010	30/09/2009	31/03/2010
Résultat net des activités poursuivies	150	(721)	328
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	378	455	902
Charge d'impôt	233	(239)	203
Plus ou moins values de cessions d'actifs	5	9	(163)
Elimination du résultat des activités cédées net d'impôt	0	(30)	(32)
Sous-total (capacité d'autofinancement avant impôt)	767	(526)	1 238
Impôts versés	(131)	0	0
Variation du besoin en fond de roulement	554	2 490	1 587
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 191	1 964	2 825
Produits des cessions d'actifs immobilisés nets d'impôts	1	159	477
Acquisitions & réductions d'actifs immobilisés	(159)	(315)	(1 254)
Variation de périmètre	(3)	(146)	(146)
Variation des comptes courants	0	3	3
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(162)	(300)	(920)
Opérations sur actions propres	11	(3)	(0)
Opérations sur instruments financiers	0	21	21
Variation des emprunts et dettes financières diverses	(123)	(35)	563
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(111)	(18)	583
Variation sur l'endettement net	0	1 680	2 494
(Diminution)/ augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires	918	1 647	2 488
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	(2 392)	(4 880)	(4 880)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture	(1 474)	(3 233)	(2 392)

1.6 TABLEAU DE VARIATION DU BESOIN EN FOND DE ROULEMENT

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Au	
	30/09/2010	30/09/2009
Stocks	(4 089)	1 201
Clients et autres débiteurs	(330)	436
Autres créances	882	26
Provisions pour risques et charges	24	80
Fournisseurs et autres créanciers	3 330	20
Autres dettes	738	727
Total	554	2 490

2 SELECTION DE NOTES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES

(Montants exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire)

LDLC.COM est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est 112 Chemin du Moulin Carron 69134 Ecully, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 403 554 181 et est cotée à l'Euronext Paris.

2.1 INFORMATIONS GENERALES

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2010 reflètent la situation comptable de LDLC.COM et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2010 de LDLC.COM ont été arrêtés le 29 novembre 2010 par le directoire.

2.2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.2.1 PRINCIPES GENERAUX ET DECLARATION DE CONFORMITE

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe LDLC.COM au 31 mars 2010 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2010 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2010.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

2.2.2 EVOLUTION DU REFERENTIEL COMPTABLE

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 mars 2010.

Au cours du premier semestre 2010, IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels » qui sont d'application obligatoire pour l'exercice 2010 ont été appliquées par LDLC.COM dans les comptes du Groupe au 30 septembre 2010. Ces deux textes modifient les principes de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations de pourcentages de contrôle. Ils n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2010.

Les autres textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010 sont les suivants :

- IFRS 2 : amendement relatif aux transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie ;
- IAS 32 : amendements relatifs aux instruments financiers remboursables au gré du porteur ;
- IAS 27 : amendement relatif à la comptabilisation des transactions avec les intérêts non contrôlés ;
- IAS 39 : amendements relatifs aux éléments éligibles à la comptabilité de couverture ;
- IFRIC 12 : accord de concessions de services ;
- IFRIC 15 : accords pour la construction de biens immobiliers ;
- IFRIC 16 : couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- IFRIC 17 : distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires ;
- IFRIC 18 : transferts d'actifs de la part des clients ;
- les amendements de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS, publiés en avril 2009.

Ces textes ne trouvent pas à s'appliquer au Groupe ou n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

2.2.3 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Lors de la préparation et de la présentation des états financiers, la direction du Groupe est amenée à exercer fréquemment son jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains postes des états financiers (tels que les provisions, les impôts différés, les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur). La probabilité de réalisation d'événements futurs est aussi appréciée. Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses initialement retenues si nécessaire (voir notes 3.8 et 4.6).

2.3 EVOLUTION DU PERIMETRE DU GROUPE

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 30 septembre 2010 pour toutes les sociétés, à l'exception des sociétés Factory Eleven et Orichalk.

Le 28 juillet 2010, la société LDLC.COM a porté de 80 % à 100 % sa participation dans le capital de la société PLUGSQUARE.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises ou créées au cours de l'exercice à compter de la date d'acquisition ou de création. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes retenues s'analysent de la manière suivante :

Filiales	% détention	Date de détention	Méthode de consolidation
HARDWARE.FR	100 %	07/2000	Intégration globale
TEXTORM	100 %	04/2001	Intégration globale
DLP-CONNECT	80 %	01/2004	Intégration globale
FACTORY ELEVEN	12,70 %	02/2010	Mise en équivalence
PLUGSQUARE	100 %	11/2005	Intégration globale
ANIKOP	80 %	12/2006	Intégration globale
ORICHALK	25 %	12/2006	Mise en équivalence

2.4 SECTEURS OPERATIONNELS

« Un secteur opérationnel est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture d'un produit ou service unique ou d'un groupe de produits et de services liés, et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différente des autres secteurs opérationnels ». La direction du Groupe a jugé que LDLC.COM se compose d'un seul et unique secteur opérationnel, « la distribution de matériel informatique et des services associés ».

« Un secteur géographique est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture de produits et de services dans un environnement économique particulier et exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres

secteurs d'activité opérant dans d'autres environnements économiques ». En appliquant chacun de ces facteurs à l'activité, la direction du Groupe a jugé que LDLC.COM se compose d'un seul et unique secteur géographique distinct, la France, car aucun autre secteur ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires du Groupe.

L'activité de LDLC.COM, de distribution de matériel informatique et de services associés s'adresse à des clients particuliers ou professionnels. Aucun client ne représente un chiffre d'affaires supérieur à 5 % des ventes du Groupe.

2.5 FAITS MARQUANTS SUR LE SEMESTRE

Néant.

2.6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers au 30 septembre 2010 n'est à signaler depuis la clôture du semestre.

3 NOTES RELATIVES AU BILAN

3.1 ECARTS D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition dégagé au 31 mars 2010 lors de l'acquisition des titres Factory Eleven n'a pas été modifié. Il sera définitivement affecté dans le délai de 12 mois. En l'absence d'indice de perte de valeur, le groupe n'a pas procédé à des tests de dépréciation.

3.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2010	Acquisitions	Var.périmètre	Cessions M. Rebut	30/09/2010
Logiciels et autres immob. incorp.	209	14	0	0	223
Total	209	14	0	0	223

<i>Amortissements et provisions</i>	31/03/2010	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2010
Logiciels et autres immob. incorp.	188	0	5	0	193
Total	188	0	5	0	193

3.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2010	Acquisitions	Var. périmètre	Virt Poste	Cessions M. Rebut	30/09/2010
Installations et agencements	3 871	144	0	32	7	4 041
Matériel	1 368	30	0	104	1	1 501
Matériel de bureau et mobilier	1 126	38	0	0	15	1 149
Immobil. Corporelles en cours	334	96	0	(136)	0	295
Total	6 699	308	0	0	22	6 985

<i>Amortissements et provisions</i>	31/03/2010	Var. périmètre	Virt Poste	Dotations	Reprises	30/09/2010
Installations et agencements	1 551	0	0	227	3	1 775
Matériel	1 024	0	0	71	1	1 094
Matériel de bureau et mobilier	933	0	0	75	13	995
Total	3 508	0	0	373	17	3 864

3.4 PARTICIPATIONS, AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2010	Var. périmètre	Mise en équivalence	Acquis.	Cessions	Dépréc.	30/09/2010
Titres Factory Eleven (ME)	59						59
Titres Orichalk (ME)	5						5
Obligat. Convertibles Factory Eleven	66			1			68
Dépôts et cautionnements	689			10	174		524
Total	819	0	0	11	174	0	656

3.5 STOCKS

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010			Du 01/04/2009 au 31/03/2010		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de marchandises	17 901	544	17 357	13 731	535	13 196
Stocks en SAV	1 097	493	605	1 045	382	663
Total Stocks marchandises	18 998	1 037	17 961	14 776	917	13 860
Stocks aut. approvision.	21	0	21	33	0	33
Total Stocks et en-cours	19 019	1 037	17 982	14 809	917	13 893

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

Le modèle de dépréciation retenu au cours des exercices précédents a été maintenu en l'état.

3.6 CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010			Du 01/04/2009 au 31/03/2010		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Créances clients	5 658	102	5 555	5 362	137	5 225
Total	5 658	102	5 555	5 362	137	5 225

L'échéance de la totalité des créances clients est à moins d'un an.

3.7 AUTRES CREANCES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010			Du 01/04/2009 au 31/03/2010		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Avances et acomptes	694		694	756		756
Fournisseurs avoirs à recevoir	615		615	214		214
Acptes IS - Impôt forfait. - crédit d'impôt	186		186	192		192
TVA	607		607	339		339
Comptes courants	158	58	100	157	57	100
Produits à recevoir	117		117	156		156
Cpte courant et ret.garantie Eurofactor	677		677	1 952		1 952
Autres	11		11	1		1
Charges const. d'avance	3 462		3 462	3 641		3 641
Total	6 527	58	6 469	7 408	57	7 351

L'ensemble des autres créances et comptes de régularisation sont en totalité à moins d'un an.

Les charges constatées d'avance relèvent de l'exploitation. Concernant les charges d'exploitations, elles correspondent essentiellement à des factures de marchandises dont la livraison a été effectuée après septembre 2010 à hauteur de 2 200 milliers d'euros puis aux loyers immobiliers et charges locatives facturés par avance pour 735 milliers d'euros.

3.8 IMPOTS DIFFERES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010	Du 01/04/2009 au 31/03/2010
Impôts différés actif		
- sur déficits reportés	789	909
- sur diff. Temp. et retrait. IFRS	402	390
Total	1 190	1 298

Les impôts différés actif constatés au 30 septembre 2010, correspondent à hauteur de 789 milliers d'euros aux impôts calculés sur les déficits reportés. Ils ont été actualisés en fonction de prévisions de résultats bénéficiaires des exercices futurs.

L'ensemble des autres impôts différés concernent principalement les impôts sur différences temporaires ainsi que les retraitements IFRS.

3.9 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

En juillet 2003, la société LDLC.COM a signé avec le Crédit Agricole une convention cadre Flexigain relative aux opérations sur instruments financiers à terme. A la date du 30 septembre 2010, aucun contrat n'est en cours.

3.10 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste s'analyse comme suit :

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010					Du 01/04/2009 au 31/03/2010				
	Solde	Prov	Mont.	Mont.	Total	Solde	Prov	Mont.	Mont.	Total
	ex.	Risq & Ch	util.	non util.		ex.	Risq & Ch	util.	non util.	
	antér.	Const/ex	/ex.	rep/ex.		antér.	Const/ex	/ex.	rep/ex.	
Garanties clients	290	306	(290)	0	306	193	290	(193)	0	290
Bons achat	29	28	(29)	0	28	34	29	(34)	0	29
Ind. Fin carrière	291	1	0	(23)	269	222	69	0	0	291
Litige prud'homal	39	35	0	0	74	39	0	0	0	39
Litiges fourniss.	94	0	0	(5)	89	93	1	0	0	94
Titres mis équiv.	4	0	0	0	4	12	0	0	(7)	4
Total	748	371	(319)	(28)	771	592	389	(226)	(7)	748

La société n'a pas connaissance au 30 septembre 2010 d'événements susceptibles de justifier la constitution de provisions pour risques et charges autres que ceux ayant fait l'objet des provisions ci-dessus.

Garantie clients

Un montant de 306 milliers d'euros a été provisionné pour tenir compte :

- des coûts probables du service après vente résultant des ventes de marchandises effectuées au 30 septembre 2010 correspondant aux coûts supportés par l'entreprise à la suite de l'extinction de la garantie des fournisseurs
- de la garantie contractuelle accordée aux clients sur les ventes de marchandises qui a été portée à 2 ans depuis mars 2008 ou 5 ans depuis fin 2009 selon le pack choisi par le client.

Bons d'achat

Il s'agit de bons valides et en circulation pouvant donner le droit à son détenteur, à une réduction de prix sur une commande future.

3.11 ENDETTEMENT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010	Du 01/04/2009 au 31/03/2010
Emprunts *	0	0
Billets financiers	0	0
A plus de cinq ans	0	0
Emprunts *	342	429
Billets financiers	0	0
Entre un et cinq ans	342	429
Total des dettes financières long terme	342	429
Emprunts *	178	214
Billets financiers	0	0
Intérêts courus/emprunt	1	1
A moins d'un an	179	215
Total des dettes financières court terme	179	215
Total des dettes financières	521	644
Dépôts reçus en garantie	125	125
Banques	3 575	4 082
Concours bancaires (BNP PARIBAS)	0	0
Comptes courants	0	0
Dividendes à payer	1 070	0
Endettement net	5 292	4 851

* dont 6 milliers d'euros de crédits baux retraités au 30 septembre 2010.

Les ouvertures de crédit et crédits courts termes sont rémunérées pour une durée indéterminée sur la base des taux ci-dessous :

- Crédit Agricole : Euribor 3 M + 0.90 %
- Natixis : Eonia + 1.8 %
- Bnp Paribas : Euribor 3 M + 0.80 %
- KBC Bank : Eonia + 1 %
- Caisse d'Epargne : Euribor 3 M + 1 %

3.12 AUTRES DETTES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010	Du 01/04/2009 au 31/03/2010
Avances et acomptes reçus sur commandes	590	528
Personnel	64	4
Comité d'entreprise	17	17
Congés payés + RTT	536	627
Provision prime	360	145
Provision fond de chômage	131	114
Provision participation sal. aux résult. Entrep.	0	0
Organismes sociaux	846	790
Etat impôt sur les bénéfiques	0	0
TVA	224	548
Etat (autres charges à payer)	543	608
Clients cédés à Eurofactor *	2 039	1 641
Dettes diverses	61	50
Produits constatés d'avance	1 165	767
Total	6 576	5 838

Les échéances de la totalité des dettes fiscales et sociales sont à moins d'un an.

* Traitement du contrat de « Factoring »

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 et 39 sont décomptabilisés de l'actif si le Groupe :

- a transféré ses droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif,
- a transféré quasiment tous les risques et avantages liés à l'actif,
- n'a pas conservé le contrôle de l'actif

Les créances clients cédées sont analysées pour définir s'il a lieu de décomptabiliser l'actif. L'appréciation se fait notamment en fonction de la garantie de crédit accordée par le « Factor » sur le compte client. En cas de couverture du risque d'insolvabilité par le « Factor », les créances sont décomptabilisées du bilan à due concurrence de cette garantie. Dans le cas contraire, elles sont maintenues à l'actif avec pour contrepartie un passif financier.

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010			Du 01/04/2009 au 30/09/2009		
	France métropole	Export	Total	France métropole	Export	Total
Vente m/ses	56 359	10 489	66 848	47 898	9 198	57 096
Prest. vendues*	3 758	1 392	5 150	3 251	1 426	4 678
Total	60 117	11 880	71 998	51 150	10 624	61 774

* Les prestations vendues correspondent principalement aux frais de port.

4.2 EFFECTIFS ET CHARGES DE PERSONNEL

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010	Du 01/04/2009 au 30/09/2009
Salaires et traitements	4 070	3 883
Charges sociales	1 679	1 523
Participation des salariés aux résult.entreprise	0	0
Indemnités de fin de carrière	(22)	27
Total	5 727	5 433
Effectif moyen	333	345

4.3 DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010	Du 01/04/2009 au 30/09/2009
Dot. et rep. aux amortissements des immobilisations	(378)	(455)
Dot. et rep. aux provisions pour dépréciation des stocks	(120)	54
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. des créances clients	34	40
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. de compte courant	(1)	(2)
Dot. et rep. aux provisions pour garantie clients	(17)	(23)
Dot. et rep. aux provisions pour bons d'achat distribués	1	3
Dotations et reprises risque salariés	(35)	(35)
Dotations et reprises diverses	5	1
Total dotations et reprises aux amort. et aux provisions	(511)	(416)

Les chiffres en (-) correspondent à une charge.

4.4 RESULTAT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010	Du 01/04/2009 au 30/09/2009
Intérêts des emprunts	(9)	(3)
Intérêts bancaires	(34)	(49)
Coût de l'endettement financier	(43)	(52)
Charges et produits nets/cessions VMP	0	1
Pertes et gains de change	(66)	47
Reprise de provisions pour risque	0	(0)
Autres charges et produits financiers	4	16
Autres charges et produits financiers	(62)	65
Résultat des sociétés m. en équivalence	0	(21)
Résultat financier	(104)	(8)

4.5 IMPOT

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010	Du 01/04/2009 au 30/09/2009
Résultat net avant IS	384	(1 004)
Pertes reportables non activées	0	0
Différences permanentes	43	31
Autres	(130)	21
Résultat imposable	297	(952)
Taux d'impôt	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	99	(317)
Actualisation d'impôt différé	8	64
CVAE	119	0
Divers	8	0
Total impôt	233	(254)

Les chiffres en (-) correspondent à un produit.

En France, la loi de finances pour 2010 a introduit une nouvelle taxe : la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Par cohérence avec le traitement de taxes analogues au regard de la norme IAS 12, cette taxe est comptabilisée en « impôt sur le résultat ».

4.6 CONVENTION D'INTEGRATION FISCALE

La convention d'intégration fiscale conclue entre la société LDLC.COM et deux de ses filiales, les sociétés TEXTORM et HARDWARE.FR, a poursuivi ses effets sur le semestre arrêté au 30 septembre 2010.

Les sociétés LDLC.COM, HARDWARE.FR et TEXTORM bénéficient du régime des groupes de sociétés depuis le 1^{er} avril 2004.

Cette mise en place a entraîné une économie d'impôt de 54 milliers d'euros sur le semestre arrêté au 30 septembre 2010 et 42 milliers d'euros sur le semestre arrêté au 30 septembre 2009.

5 AUTRES NOTES ANNEXES

5.1 REMUNERATIONS

	Du 01/04/2010 au 30/09/2010	Du 01/04/2009 au 30/09/2009
Membres du directoire	261	245
Membres du conseil de surveillance	19	5

5.2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

- ✓ Couverture de change (voir note 3.9)

- ✓ La BNP PARIBAS s'est portée caution solidaire de LDLC.COM en faveur de Monsieur CHANCEL – Administrateur de sociétés – à hauteur de 305 milliers d'euros pour garantir le paiement des loyers de la boutique de Paris.

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Lyon
43 rue de la Bourse
69002 LYON

DIAGNOSTIC REVISION CONSEIL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Lyon
112 rue Garibaldi
69006 LYON

LDLC.COM

Société Anonyme à Directoire
et Conseil de Surveillance
RCS 403 554 181
Terra Nova Business Park
112 Chemin du Moulin Carron
69134 ECULLY cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010**

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2010

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Lyon
43 rue de la Bourse
69002 LYON

DIAGNOSTIC REVISION CONSEIL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Lyon
112 rue Garibaldi
69006 LYON

LDLC.COM

Société Anonyme à Directoire
et Conseil de Surveillance
RCS 403 554 181
Terra Nova Business Park
112 Chemin du Mouline Carron
69134 ECULLY cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010**

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LDLC.COM, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 30 novembre 2010

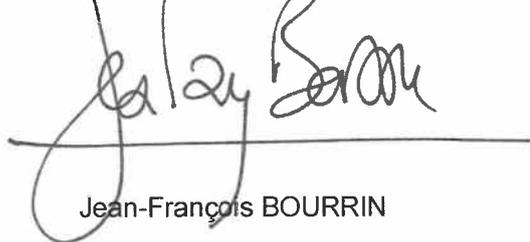
Les Commissaires aux Comptes

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT



Jean-Loup SCHMID

DIAGNOSTIC REVISION CONSEIL



Jean-François BOURRIN